



CHSCT du 23 Septembre 2016

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

L'adoption pendant l'été de la loi travail par un ultime passage en force du gouvernement est une attaque de plus contre les salariés du privé et les agents du service publique.

Et ce n'est pas en 2017 que les choses vont changer.

En ce début de campagne présidentielle, la multiplication des candidatures et les annonces faites par les différents postulants laissent présager une année de guerre électorale avec des effets d'annonces au détriment de véritables réformes.

Pour nos directeurs la poursuite des restructurations reste la priorité des priorités.

Pourtant, ces restructurations déshumanisent le Service Public tout en fragilisant les agents.

On ne compte plus dans les services, les arrêts maladies consécutifs à un mal être au travail, les fiches de signalement qui se multiplient, l'apparition inquiétante de « burn-out » et d'Accidents vasculaires cérébraux.

Pour la CGT, cette orientation vise à la destruction de la DGFIP, sa liquidation pure et simple est programmée.

Les pseudo-gains de productivité, logique purement comptable, visent la seule rentabilité par la réduction des coûts au détriment des emplois.

À l'ordre du jour de ce Comité d'hygiène et sécurité :

La mise en place des projets de restructurations pour l'année 2017 et ils sont nombreux.

La CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais :

- **dénonce les suppressions d'emplois, qui depuis 2003, visent à affaiblir et détruire un service public de qualité, au service du public.**
- **dénonce les restructurations qui visent à fragiliser et à détruire un réseau de proximité.**

La CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais propose des emplois et un maillage territorial à hauteur des besoins.

**La représentante de la CGT Finances Publiques
du Pas-de-Calais**

Elisabeth PASTUCH